Le problème de la gestion des ressources marines côtières à Fidji

Source: Vina Ram-Bidesi, Programme de gestion des ressources océaniques, février 1997

Les études sur les régimes coutumiers de propriété foncière et maritime suscitent un intérêt grandissant vu le peu de succès rencontré par les systèmes modernes de gestion centrale des ressources halieutiques. Les responsables des pêches et les chercheurs s'emploient à mettre au point de nouveaux modèles de gestion combinant certains aspects des régimes traditionnels et les méthodes modernes pour aboutir à des systèmes de gestion intégrée.

Dans ce contexte, les détenteurs traditionnels de droits de pêche à Fidji sont de plus en plus conscients de la nécessité de préserver les ressources marines. Toute demande d'accès aux lieux de pêche présentée par des pêcheurs venus d'ailleurs fait actuellement l'objet d'un examen minutieux, et le refus d'octroyer des permis est souvent le premier moyen retenu pour atténuer l'effort de la pêche.

L'octroi de licences de pêche est un bon indicateur de l'intensité de la pêche. À Fidji, un pêcheur qui cherche à obtenir une licence doit donner quantité d'indications sur son activité, telles que la taille du bateau, sa capacité, la taille de l'équipage, le type d'engins utilisés et la zone de pêche. L'intensité de la pêche dans une zone donnée est donc déterminée par le nombre de licences octroyées et leur type. Dans la plupart des zones côtières, il faut y ajouter l'effort exercé au titre de la pêche de subsistance, pratiquée par la quasi-totalité des actifs âgés de 14 à 64 ans vivant dans les zones côtières et détenant des droits de pêche coutumiers exclusifs. Il s'agit plutôt d'une activité irrégulière et limitée qui permet de subvenir aux besoins alimentaires de la famille et qui ne menace pas l'environnement côtier.

En pratique, il est rare que la réglementation soit appliquée ou que des contrôles soient effectués afin de déterminer l'intensité de la pêche et le type d'engins utilisés. Dans les zones côtières proches des agglomérations urbaines, la plupart des pêcheurs vendent l'excédent de leurs prises et utilisent les revenus qu'ils en tirent pour satisfaire d'autres besoins alimentaires et domestiques immédiats. La plupart des femmes qui pêchent opèrent de cette manière. En d'autres termes, les détenteurs de la ressource intensifient rapidement leur effort de pêche à des fins de subsistance et à des fins de revenu. Peu à peu, les techniques modernes telles que les filets maillants, les fusils sous-marins, les équipements de plongée, les lignes de nylon et les bateaux motorisés viennent remplacer les engins et le matériel traditionnels jadis utilisés pour la pêche.

Pour réguler l'intensité de la pêche au sein des communautés côtières, la collectivité compte sur les pratiques et les normes de pêche coutumière, comme les interdits coutumiers, la fermeture de certaines zones fermées et

la limitation des autorisations d'accès, que les populations respectent scrupuleusement, étant entendu que tout pêcheur est libre de pêcher à son gré en fonction du temps dont il dispose, de sa condition physique, du matériel de pêche qu'il peut se procurer et des techniques qu'il peut utiliser. L'influence du mode de vie occidental, l'éducation et l'évolution des goûts du consommateur ont pour effet d'accroître la demande de liquidités et, en conséquence, pèsent directement sur l'exploitation de la ressource. Les activités quotidiennes de pêche s'autorégulent donc en fonction des besoins. Les chefs qui réglementent la pêche résident rarement dans le même village que les pêcheurs et, même si c'est le cas, ils ne surveillent pas systématiquement les opérations quotidiennes de pêche des villageois de leur chefferie.

Si les régimes coutumiers sont un moyen efficace de réglementer l'accès des étrangers aux ressources, ils ne suffisent pas nécessairement pour réglementer les activités quotidiennes des pêcheurs confrontés à la modernisation croissante. De plus, la coutume et la culture sont elles-mêmes dynamiques et, à moins de disposer d'institutions traditionnelles fortes, les régimes coutumiers peuvent se révéler complexes lorsqu'il faut prendre en compte aussi bien les exigences modernes que les besoins traditionnels.

Il est donc essentiel de disposer à la fois d'un système de gestion intégrée efficace basé sur la coutume, la culture et l'expérience des pêcheurs et d'une réglementation moderne fondée sur de bons principes scientifiques et faisant intervenir l'État et les propriétaires de la ressource.

Les pêcheurs, qui sont les gardiens de la ressource, et leurs chefs, les décideurs, doivent élaborer ensemble les règles qui permettront à la communauté d'assurer la durabilité des ressources halieutiques. Il faudrait, pour cela, mieux coordonner la planification de leur exploitation. Il s'agit de déterminer globalement les modes d'utilisation des ressources à la fois terrestres et marines, afin d'en tirer le maximum de profits. Ainsi, l'agriculture peut constituer une activité saisonnière de rechange lorsque les possibilités de pêche sont limitées. Les responsables des pêches doivent savoir que la limitation du nombre de licences commerciales octroyées n'est que partiellement efficace et qu'elle ne reflète pas fidèlement l'intensité de la pêche dans les zones côtières.

Pour une bonne partie, les prises qui arrivent sur les marchés des agglomérations de Fidji proviennent d'opérateurs — des femmes le plus souvent — qui pratiquent la pêche vivrière et la pêche commerciale. Or, il n'y a quasiment aucune documentation sur les pratiques de pêche de ces femmes.

Cette situation est bien mise en évidence dans les zones de Verata et de Kubuna (Fidji). Selon le directeur par intérim du service des pêches de Verata, les activités de pêche commerciale ont été totalement interdites alors que, dans la zone de Kubuna, on trouve dix pêcheurs à la ligne, trois pêcheurs au filet et une personne qui récolte des coraux (*Fiji Times*, 27 février 1997).

À Ucunivanua, qui est l'un des principaux villages de pêcheurs du district de Verata, il n'y a officiellement aucune activité de pêche commerciale. Toutefois, des études et des missions d'observation menées récemment dans le village ont montré que plusieurs villageois exerçaient une activité commerciale liée à la pêche. Trois ménages possédaient des congélateurs remplis de langoustes et de poissons d'une grande valeur marchande tels que lutjans, loches et becs. Ils approvisionnaient régulièrement des restaurants, des intermédiaires et des points de vente au détail en produits de la mer. La pêche est une source importante de revenus pour les habitants d'Ucunivanua. Les femmes y sont également très actives, pêchent régulièrement et vendent des produits de la mer très divers sur le marché de Suva (Vunisea, 1996).

De même, dans le village de Dromuna à Kaba, la plupart des ménages possèdent leurs filets maillants; ils pêchent régulièrement pour assurer leur subsistance et vendent l'excédent à la coopérative de Muaikaba. Dans le village de Vatani, plusieurs villageois ramassent des coraux. Les femmes de Kaba et de Vatani prennent une part active à la pêche, tant à des fins de subsistance que commerciales (Veitayaki, et al., 1995).

Dans les registres officiels, ce type de pêche villageoise relève encore des activités vivrières, et les données sur la nature et l'ampleur de la production sont rares.

La pêche réglementée par la coutume est un moyen de subsistance important dans les régions de Verata et de Kubuna. Toutefois, comme les pêcheurs cherchent à tirer davantage de revenus de leur activité, il faut renforcer les aspects pratiques de la réglementation traditionnelle, mieux les mettre en évidence et les inclure dans les directives relatives à la gestion de la ressource.

La pêche côtière à Fidji étant de plus en plus menacée de surexploitation, il faut renforcer les stratégies de gestion au plus vite pour empêcher l'amenuisement de ressources halieutiques importantes et améliorer l'état des stocks de poissons.

Les activités "commerciales" répertoriées par le service des pêches sont de plus en plus soumises à une réglementation destinée à contrôler le volume des prises, mais la pêche de subsistance a progressé parallèlement et prédomine aujourd'hui.

Il importe donc que les administrateurs des pêches et les agents de vulgarisation prennent conscience du rôle de la pêche de subsistance aux plans social, environnemen-

tal et économique et trouvent des moyens de l'intégrer à la planification générale du développement des pêches. Ce n'est qu'alors que la place cruciale des femmes dans le secteur des pêches apparaîtra clairement.

De plus, on a tendance à oublier que c'est près des côtes que s'effectue ce type de pêche. Les femmes, en particulier, cherchent à capturer de petits poissons et d'autres invertébrés qui se trouvent, pour la plupart, en fin de chaîne alimentaire mais dont se nourrissent les espèces pélagiques et démersales de plus grande taille telles que les lutjans, loches et becs. Leurs activités, qui peuvent aboutir à une surexploitation de l'écosystème, ont donc une incidence sur des espèces de grande importance économique.

Une évaluation globale de la pêche pratiquée à des fins de subsistance fournirait des indications non seulement sur l'état de la ressource mais également sur la nature et l'ampleur de ce type d'activité et sur ceux qui la pratiquent. Elle permettrait aussi de déterminer plus objectivement dans quelle mesure la ressource peut être exploitée durablement.

Pour élaborer des directives pratiques à l'échelon du village, il faudrait commencer par établir une base de données sur les communautés de pêcheurs qui contiendrait des indications sur les détenteurs d'engins et leurs utilisateurs, sur les interdits et les autres pratiques coutumières qui contribuent à l'utilisation durable de la ressource et doivent donc être respectés. Ces données capitales permettraient à leur tour d'évaluer le niveau de prises par ménage et de se faire une idée de la possibilité d'obtenir un revenu en autorisant des étrangers à exploiter la ressource. Il s'agit d'un moyen plus objectif de concilier les intérêts de différents intervenants en vue d'assurer l'exploitation équilibrée des ressources côtières et la sécurité alimentaire des villages du littoral.

Bibliographie

BIDESI, V. R. (1995). *Towards self-reliance and sustainability: A study on women's fishery in the South Pacific*. Dans : *Regional Development and Cultural Transformation in the South Pacific Development and Culture*, Vol. 19. Université de Nagoya. 1995. 87-111.

Fishing ground owners hold up licensing process. The Fiji Times. 27 février 1997, p. 2.

VEITAYAKI, J., V. R. BIDESI, E. MATHEWS & A. BALLOU. (1996). *Preliminary baseline survey of marine resources of Kaba Point, Fiji*. Programme d'études océanographiques, 96/1. 65 p.

VUNISEA, A. (1996). *Village fishing in Fiji: modernisation and women's changing roles. A case study of Ucunivanua and Kumi villages, Verata District, Eastern Viti Levu*. MA Thesis, Université du Pacifique Sud.